

Photo by Eileen Pag, Unsplash

Ô des espoirs !

Le PIB de la zone euro a reculé pour le deuxième trimestre consécutif (-0,6% au 1^{er} trimestre 2021) dans un contexte de nouvelle vague épidémique et de début poussif de la campagne de vaccination. Les indicateurs d'activité du début du 2^{ème} trimestre laissent cependant entrevoir un début de reprise. Côté luxembourgeois, les estimations du PIB au 1^{er} trimestre ne sont pas encore connues (le 4^{ème} trimestre 2020 avait vu une évolution positive de ce dernier), mais la dynamique de l'activité est également orientée à la hausse depuis la « fin » de l'hiver.

En effet, les estimations d'activité s'améliorent progressivement. L'industrie, en particulier, affiche des niveaux supérieurs à ceux d'avant la pandémie. Les soldes d'opinions dans la construction et les services non-financiers sont revenus en territoire positif, bien que cette tendance puisse cacher d'importants écarts au sein des services, où la situation reste très détériorée dans l'HORECA par exemple.

Dans un contexte de levée progressive des restrictions sanitaires, les anticipations d'activité pour les prochains mois sont favorables et progressent dans tous les secteurs, y compris dans le commerce. Le dernier [baromètre](#) de la

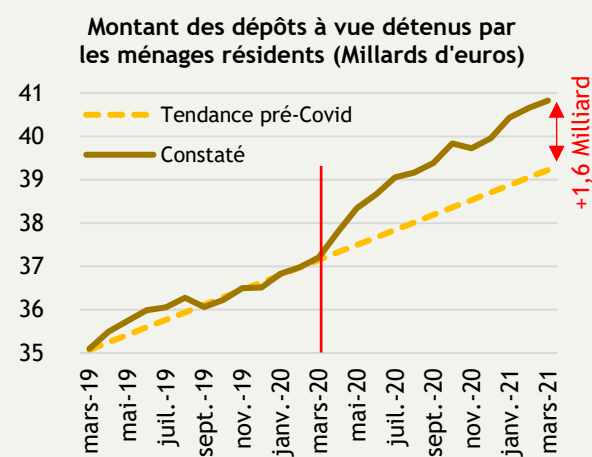
Chambre de Commerce atteste d'ailleurs de l'optimisme des entreprises, dont 81% déclarent être confiantes pour leur avenir à moyen terme.

Autre indicateur du dynamisme retrouvé de l'économie luxembourgeoise, les recettes publiques de l'Administration Centrale ont progressé de 9,5% sur les trois premiers mois de 2021 en comparaison à l'année précédente et la hausse des dépenses s'est « estompée » (+0,6%).

Le marché du travail, bien que ralenti en comparaison à la période d'avant crise, est toujours orienté positivement. Les trois premiers mois de 2021 ont vu le nombre d'emplois salariés progresser de 2.000 postes et le taux de chômage passer de 6,4% à 6,1%.

Quelques éléments appellent néanmoins à la prudence sur la dynamique des prochains mois et seront à surveiller de près. Parmi les principales inconnues, il est possible de citer l'incertitude sur le calendrier de levée complète des restrictions sanitaires, les potentielles faillites et liquidations d'entreprises au moment de « relâcher » les aides, le maintien de l'épargne « forcée » des ménages en épargne de précaution ainsi que les tensions sur les prix dans certains secteurs.

[Zoom] L'épargne des ménages continue de progresser



Avec les restrictions imposées par la situation sanitaire, une partie des ménages luxembourgeois a été « contrainte » d'augmenter son épargne. Les encours des dépôts à vue, qui ne constituent qu'une partie de cette épargne, ont ainsi progressé plus rapidement depuis mars 2020, dégagant un « surplus » de plus d'1,6 milliards d'euros sur un an.

La vigueur de la reprise économique au moment de la levée des restrictions dépendra sans doute de la transformation de cette épargne en consommation plutôt qu'en épargne de précaution, en particulier dans un contexte de surchauffe accélérée du marché de l'immobilier.

Si cette crainte était déjà formulée après la première vague épidémique de 2020, force est de constater que l'accélération de l'épargne ne s'est pas estompée depuis.

SOMMAIRE

La Tableau de bord repose sur 22 indicateurs répartis sur 5 piliers : l'activité économique, le marché du travail, la situation sociale, les finances publiques et l'environnement économique européen et grand régional.

Indicateurs		Dernières données disponibles	
1. Activité économique			
1	Production industrielle	Avril 2021	P3
2	Activité dans la construction	Avril 2021	P3
3	Activité dans les services non-financiers	Avril 2021	P3
4	Activité dans le commerce	Avril 2021	P4
5	Actifs des fonds (OPC)	Mars 2020	P4
6	Produit bancaire	3 ^{ème} trimestre 2020	P4
7	Faillites	Avril 2021	P4
8	Chômage partiel	Mai 2021	P5
9	Inflation	Avril 2021	P5
2. Marché du travail			
10	Evolution de l'emploi	Mars 2021	P5
11	Evolution du chômage	Mars 2021	P6
12	Postes vacants à l'ADEM	Mars 2021	P6
3. Indicateurs sociaux - ménages			
13	Chômage de longue durée	Mars 2021	P6
14	Indice de confiance des consommateurs	Avril 2021	P7
15	Crédits immobiliers accordés aux ménages	4 ^{ème} trimestre 2020	P7
4. Finances publiques			
16	Rendement des emprunts publics	Mars 2021	P7
17	Compte financier des administrations publiques	4 ^{ème} trimestre 2020	P8
18	Recettes et dépenses de l'administration centrale	Mars 2021	P8
5. Environnement européen - Grande Région			
19	Activité dans la zone euro (industrie et services)	Avril 2021	P8
20	Croissance de la zone euro, Allemagne, Belgique et France	1 ^{er} trimestre 2021	P9
21	Chômage dans la zone euro, Allemagne, Belgique et France	Mars 2021	P9
22	Demandeurs d'emploi dans la Grande Région	Mars 2021	P9

1. ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

<p>Production industrielle</p> <p>Avril 2021</p> <p>Source : STATEC</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Au mois d'avril, le solde d'opinions sur la tendance récente de la production industrielle poursuit sa hausse et atteint son meilleur niveau depuis février 2016. - 53% des entreprises estiment que la production est à la hausse contre 41% le mois précédent. - 13% des entreprises répondantes envisagent une diminution de l'évolution de la production contre 9% le mois précédent et 53% envisagent une poursuite de la hausse. - 15% des entreprises entendent une augmentation de l'emploi, 60% une stabilité et 25% une baisse. 	<p>Estimation de la tendance récente de production dans l'industrie (solde d'opinions)</p>
<p>Activité dans la construction</p> <p>Avril 2021</p> <p>Source : Commission européenne</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Au mois d'avril, les estimations d'activité des entreprises du secteur de la construction se sont améliorées et sont à nouveau positives. - 80% des entreprises répondantes estiment l'activité dans le secteur comme étant stable tout comme l'évolution de l'emploi (78%). - Dans le contexte actuel de tensions sur les matériaux, une hausse des prix est envisagée par 37% des entreprises. 	<p>Evolution de l'activité estimée au cours des 3 derniers mois dans la construction (solde d'opinions)</p>
<p>Activité dans les services non-financiers</p> <p>Avril 2021</p> <p>Source : STATEC</p>	<ul style="list-style-type: none"> - L'indicateur de confiance dans les services non-financiers poursuit sa tendance à la hausse et repasse en territoire positif. - Les entreprises interrogées constatent une amélioration de leur situation économique (+5,4 contre -7,3 en mars) - Les perspectives d'évolution des prix pour les 3 prochains mois se détériorent (-5,2 contre -1,5 le mois précédent). - Néanmoins, les perspectives d'évolution de la demande et de l'emploi continuent d'augmenter en prévision de la levée progressive des restrictions sanitaires. 	<p>Evolution de l'activité estimée au cours des 3 derniers mois dans les services non financiers (solde d'opinions)</p>

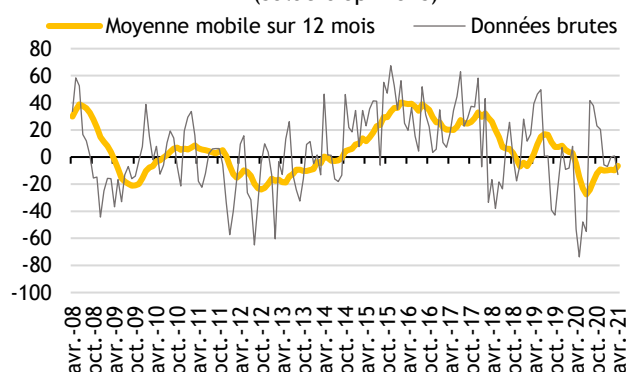
Activité dans le commerce

Avril 2021

Source : [STATEC](#)

- La perception des entreprises dans le commerce concernant leurs ventes au cours des 3 derniers mois s'est détériorée (-12,9), entraînant l'indicateur synthétique de confiance à la baisse au mois d'avril.
- En revanche, les perspectives des ventes pour les 3 prochains mois augmentent fortement et sont à nouveau positives (+22,4) ce qui n'était pas arrivé depuis septembre dernier.

Evolution de l'activité estimée au cours des 3 derniers mois dans le commerce (solde d'opinions)



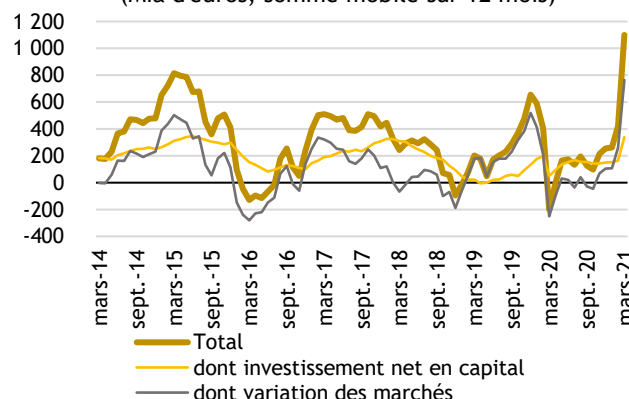
Actifs des fonds (OPC)

Mars 2021

Source : [CSSF](#)

- A la fin mars, les actifs nets des 3 554 OPC luxembourgeois étaient valorisés à 5 249 milliards d'euros, en hausse de 3,1% par rapport au mois précédent.
- Par rapport au mois précédent, les investissements nets en capital ont augmenté de 94%.
- Les évolutions des marchés financiers, très favorables en mars, expliquent 70% de la hausse des actifs sur le dernier mois.
- Sur les douze derniers mois, la valeur des actifs affiche une hausse de 1 099 milliards d'euros soit une augmentation de 26,5%.

Variation des actifs des OPC (Mia d'euros, somme mobile sur 12 mois)



Produit bancaire

2020

Source : [CSSF](#)

- Sur l'année 2020, le produit bancaire a augmenté de 4,2%. Les marges d'intérêt (-2,4%) ont été marquées par la baisse des marges au niveau des prêts interbancaires. Les revenus nets des commissions ont quant à eux progressé de près de 15%.
- Les frais généraux ont crû de 7%, si bien que les résultats avant provision se sont repliés de 1,1%.
- La hausse des dotations aux provisions dans le contexte de la pandémie a fait reculer le résultat net de l'année de 18,1%.

En millions d'euros	2019	2020	2020/2019
Marge d'intérêts	5 384	5 254	-2,4%
Revenus nets de commissions	5 132	5 884	14,6%
Autres revenus nets	1 550	1 439	-7,2%
Produit bancaire	12 067	12 576	4,2%

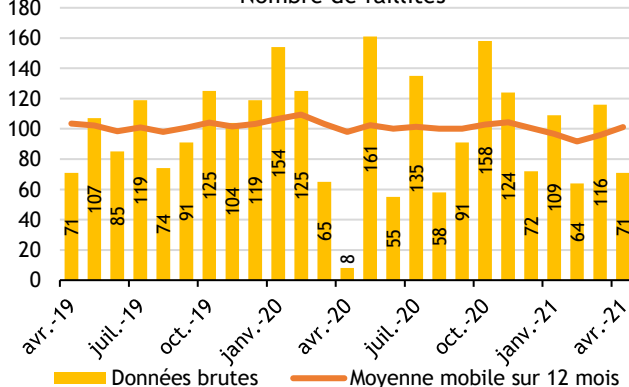
Faillites

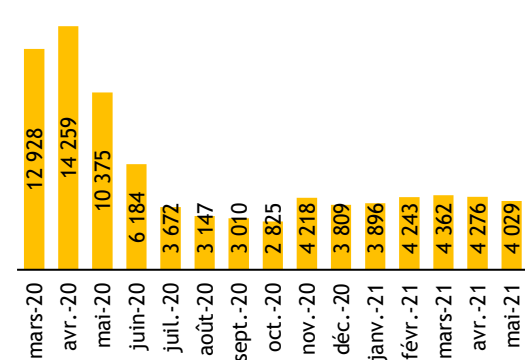
Avril 2021

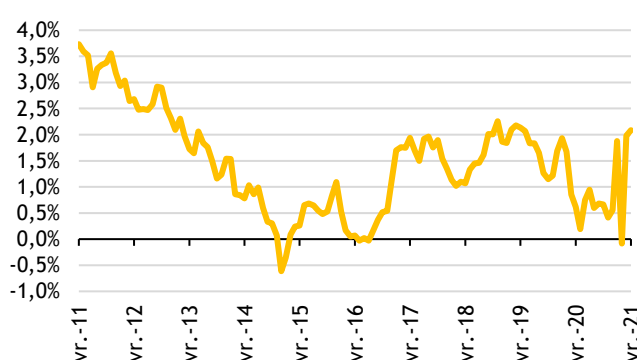
Sources : [Registre du Commerce et des Sociétés](#), données au 03/05/2021, STATEC.

- Le nombre de faillites a diminué au mois d'avril.
- Depuis le début de l'année (de janvier à mars), 31% des faillites prononcées concernent des sociétés holding et fonds de placement soit un niveau équivalent à celui d'avant crise.
- Concernant les liquidations judiciaires, elles ont augmenté de 57,8% entre février et mars (183 contre 116 en février). 25% de cette hausse est due aux liquidations de sociétés holding et fonds, 20,9% à celles dans le commerce et 13,4% dans l'HORECA.

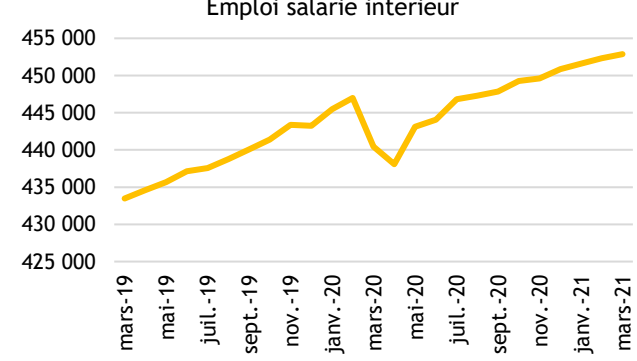
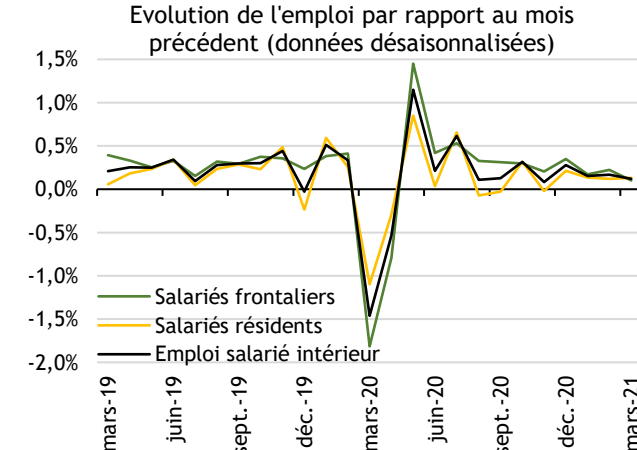
Nombre de faillites

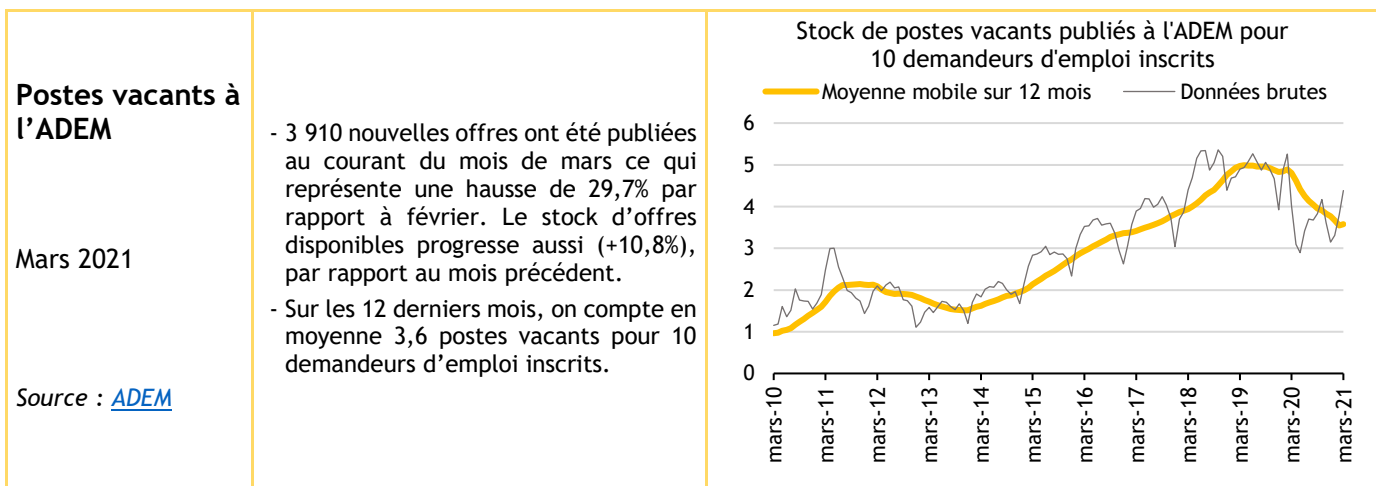
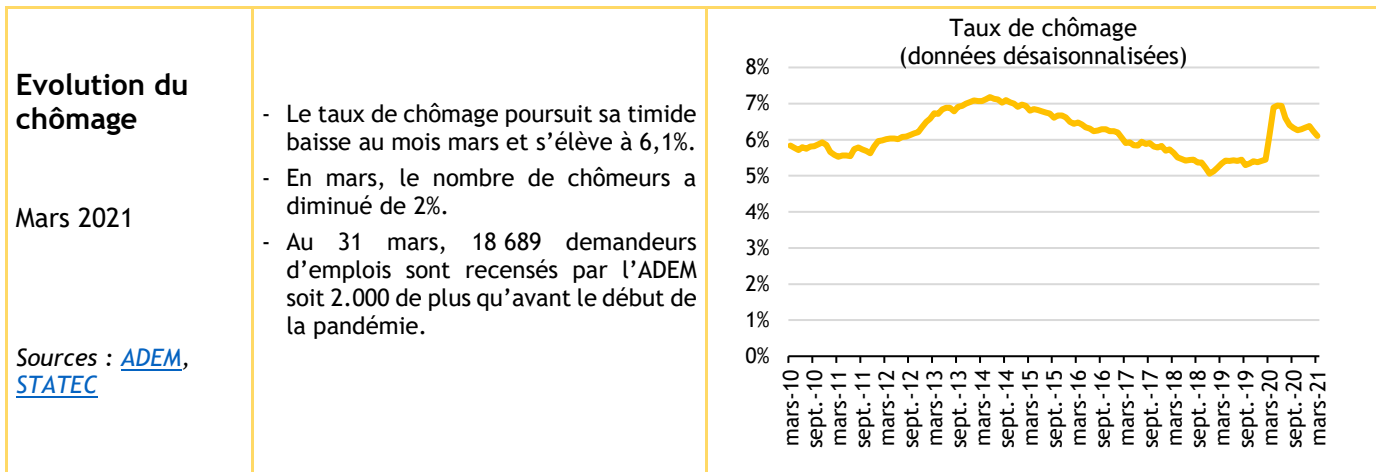


<p>Chômage partiel</p> <p>Mai 2021</p> <p>Source : Comité de conjoncture</p>	<ul style="list-style-type: none"> - 4 029 demandes de chômage partiel ont été accordées pour le mois de mai, soit une baisse de 5,8% par rapport au mois d'avril. - Le nombre de salariés concernés par ces demandes reste élevé : avec 31 342 équivalents temps pleins, il ne baisse que de 1% par rapport à avril. 	<p style="text-align: center;">Demandes de chômage partiel accordées</p> 
---	---	--

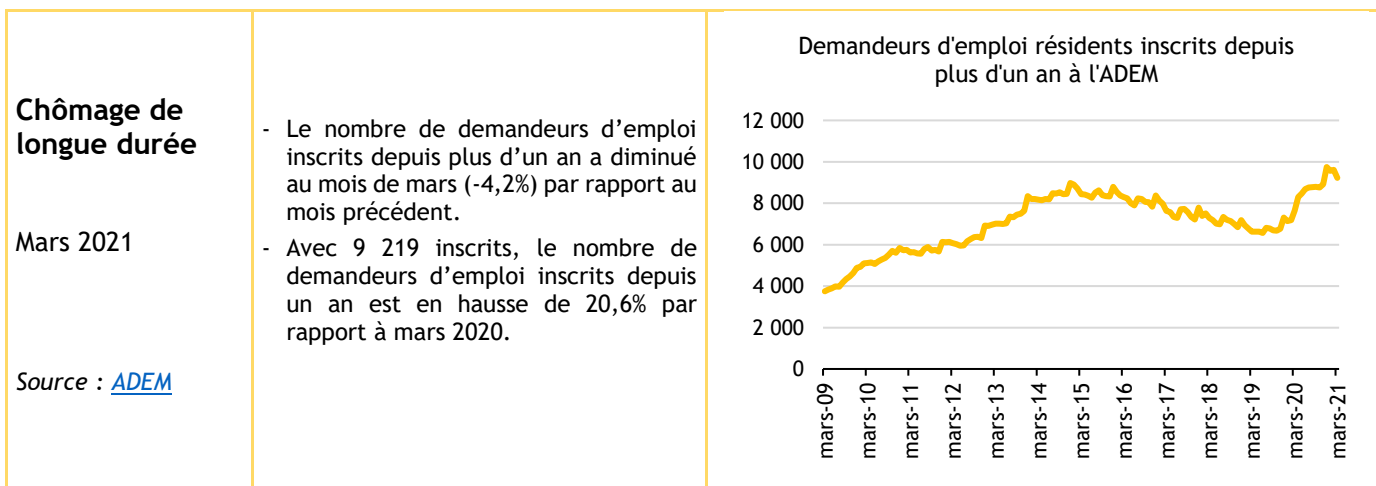
<p>Inflation</p> <p>Avril 2021</p> <p>Source : STATEC</p>	<ul style="list-style-type: none"> - L'inflation annuelle reste stable par rapport au mois précédent (+2,1%), mais la tendance à la hausse par rapport à 2020 se poursuit. - Principale hausse dans l'indice, le prix des carburants a augmenté de plus de 30% en un an. 	<p style="text-align: center;">Indice des prix à la consommation national (évolution sur 12 mois)</p> 
--	--	--

2. MARCHÉ DU TRAVAIL

<p>Evolution de l'emploi</p> <p>Mars 2021</p> <p>Source : STATEC</p>	<ul style="list-style-type: none"> - En mars, l'emploi salarié intérieur a progressé de 540 postes (+0,1%). Le nombre de salariés résidents a augmenté de 330 et celui des frontaliers de 210. - En comparaison à mars 2020, où l'emploi avait sensiblement reculé, cela représente une progression de 12.400 salariés (+2,8%). - Sur les 3 premiers mois de 2021, le pays a créé 2.000 emplois salariés, soit une progression de 0,4%. Sur la période, la croissance de l'emploi salarié résident affiche un niveau équivalent à celle de l'emploi frontalier en nombre de postes. 	<p style="text-align: center;">Emploi salarié intérieur</p>  <p style="text-align: center;">Evolution de l'emploi par rapport au mois précédent (données désaisonnalisées)</p> 
---	--	---



3. INDICATEURS SOCIAUX - MÉNAGES

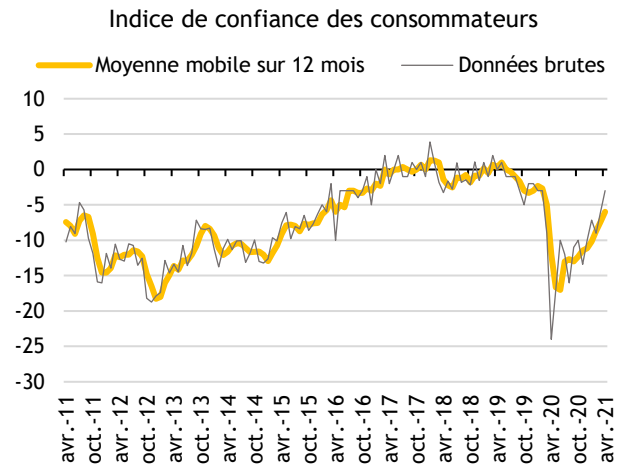


Indice de confiance des consommateurs

Avril 2021

Source : [BCL](#)

- Bien que toujours en territoire négatif (-3), l'indicateur synthétique de confiance des consommateurs progresse et a même retrouvé son niveau d'avant crise.
- En avril, les consommateurs sont plus optimistes quant aux perspectives d'évolution du chômage au cours des douze prochains mois mais sont plus pessimistes sur les perspectives d'évolution des prix.
- L'opportunité d'épargner diminue bien que la capacité à épargner au cours des douze prochains mois stagne.

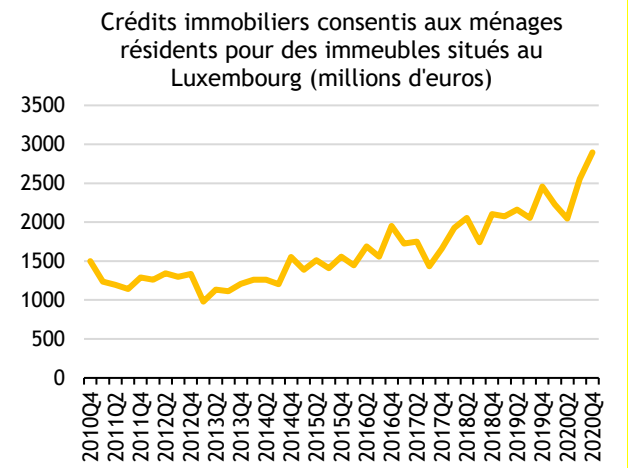


Crédits immobiliers accordés aux ménages

4^{ème} trimestre 2020

Source : [BCL](#)

- Le volume des crédits immobiliers consentis aux ménages est reparti à la hausse au 4^{ème} trimestre. Avec un montant de 2,9 milliards d'euros (record absolu), il progresse de 17,8% par rapport au 4^{ème} trimestre 2019.
- Sur les 4 derniers trimestres, près de 9,7 milliards d'euros de crédits immobiliers ont été contractés soit 11% de plus que les 4 trimestres précédents.
- Selon le STATEC, les prix immobiliers résidentiels (appartements et maisons confondus) ont d'ailleurs augmenté de 16,7% sur un an.



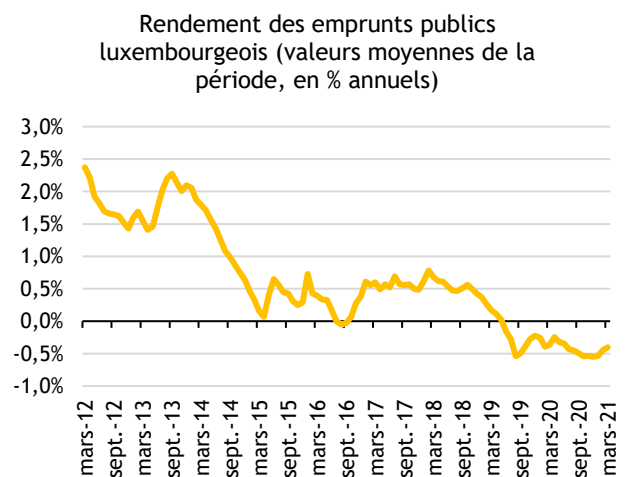
4. FINANCES PUBLIQUES

Rendement des emprunts publics

Mars 2021

Source : [BCL](#)

- Depuis 22 mois maintenant, le rendement des emprunts publics luxembourgeois est en territoire négatif.

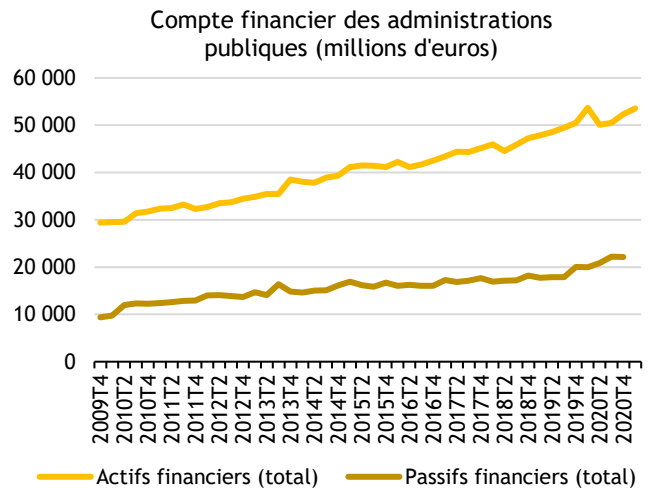


Compte financier des administrations publiques

4^{ème} trimestre 2020

Source : [BCL](#)

- Au 4^{ème} trimestre 2020, le total du passif financier des administrations publiques s'élevait à 22,15 milliards d'euros (+10,6% par rapport au 4^{ème} trimestre 2019) dont 12,5 milliards de titres de créance (+21%) et 4,2 milliards de crédits (+3,5%).
- Le total de l'actif était de 53,6 milliards d'euros (+2,4% sur un an) dont 24,7 milliards sont composés d'actions et de parts de fonds (+1,1%). Les actifs financiers nets (actif - passif) s'élevaient à 31,4 milliards d'euros (-6,7% en un an).
- Dans son Programme de stabilité et de croissance 2021 (PSC), le gouvernement estime que la dette des administrations publiques passera de 16 milliards d'euros pour l'année 2020 (24,9% du PIB) à plus de 18 milliards d'euros pour 2021 (26,9% du PIB).



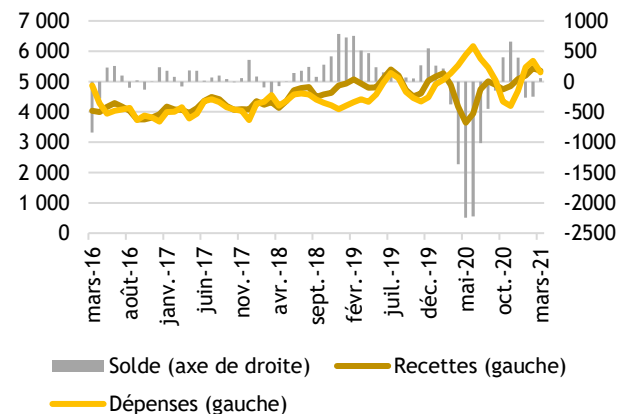
Recettes et dépenses de l'administration centrale

Mars 2021

Source : [Ministère des Finances](#)

- Sur les 12 derniers mois, les recettes de l'administration centrale sont toujours en baisse (-2,4%) par rapport aux 12 mois précédents et les dépenses affichent une hausse de 9%.
- Sur les trois premiers mois de l'année en cours, les recettes ont augmenté de 9,5%, notamment grâce aux recettes de TVA et de l'impôt sur les salaires et traitements.
- Les dépenses sont toujours en hausse sur cette même période en comparaison avec celle de l'année précédente mais ne le sont que très légèrement (+0,6%). Cela s'explique par le recours au chômage partiel des secteurs les plus affectés mais aussi par des investissements publics dynamiques.

Recettes et dépenses de l'administration centrale (millions d'euros, somme mobile sur 3 mois)



5. ENVIRONNEMENT EUROPÉEN - GRANDE REGION

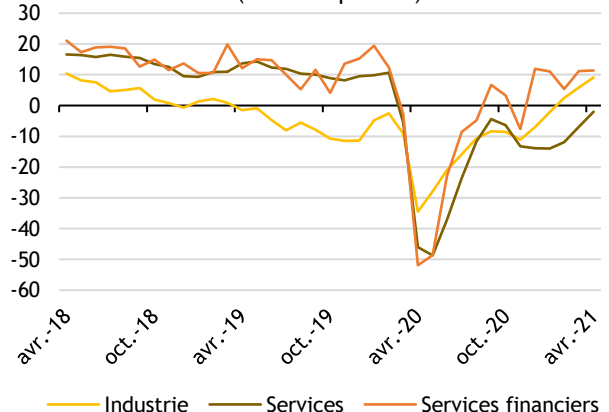
Activité dans la zone euro (industrie, services et services financiers)

Avril 2021

Source : [Commission européenne](#)

- Les estimations d'activité pour l'industrie et les services continuent à progresser dans la zone euro alors que celles portant sur les services financiers semblent se stabiliser à un niveau relativement élevé.
- Pour l'industrie, le solde d'opinions connaît un fort rebond en avril 2021 et affiche des niveaux supérieurs à ceux d'avant la pandémie.
- Le solde d'opinions pour les activités de service reste néanmoins encore en territoire négatif.

Estimation de l'évolution de l'activité au cours des 3 derniers mois dans la zone euro (solde d'opinions)

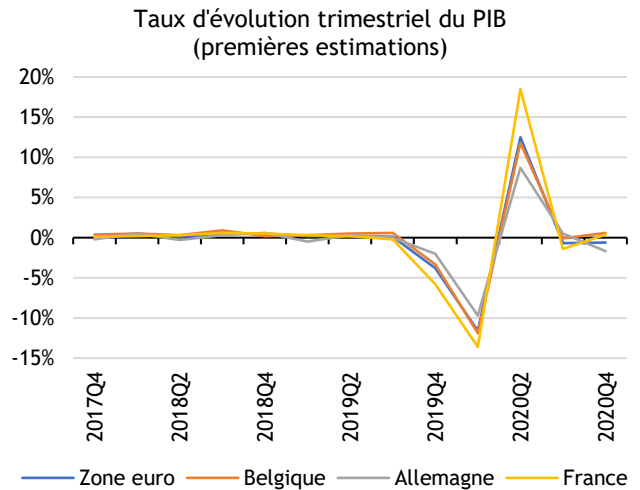


Croissance de la zone euro, Allemagne, Belgique et France

1^{er} trimestre 2021

Sources : [Eurostat](#) et Banque Nationale de Belgique

- Au cours du 1^{er} trimestre 2021, le PIB de la zone euro a marqué un recul de 0,6% par rapport au trimestre précédent selon les premières estimations.
- La situation demeure contrastée selon les pays. Le PIB se serait contracté de 1,7% en Allemagne et aurait légèrement rebondi en France (+0,4%) ainsi qu'en Belgique (+0,6% selon les données de la Banque Nationale de Belgique qui n'ont pas encore été intégrées par Eurostat).

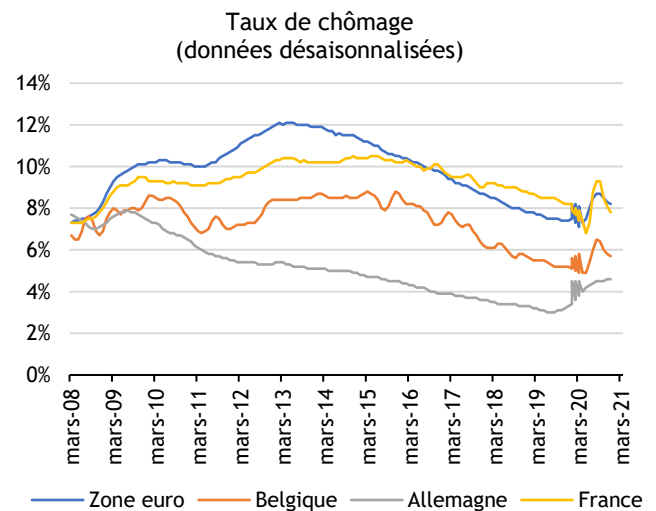


Chômage dans la zone euro, en Allemagne, Belgique et France

Mars 2021

Source : [Eurostat](#)

- Le taux de chômage dans la zone euro reste stable en mars et atteint 8,1%. Il a augmenté de 1 point, par rapport à mars 2020.
- Au mois de février, l'Allemagne, la Belgique et la France avaient respectivement des taux de chômage de 4,5%, 5,8% et 7,9%.

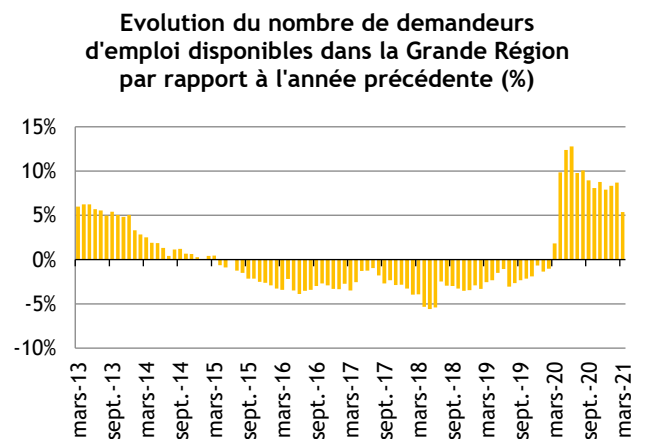


Demandeurs d'emploi dans la Grande Région

Mars 2021

Sources : [ONEM](#), [Pôle Emploi](#), [Arbeitsagentur](#), [STATEC](#).

- Au mois de mars, 573.939 demandeurs d'emploi étaient inscrits dans les différentes administrations de l'emploi de la Grande Région, soit une hausse de 5,4% par rapport à mars 2020.
- Le nombre de demandeurs d'emploi diminue très légèrement en Wallonie par rapport à mars 2020 (-0,2%).
- En comparaison annuelle, la hausse reste sensible dans les deux Länder allemands de la Grande Région (+19,5% en Rhénanie Palatinat et +12,6% en Sarre), mais ces derniers affichent des taux de chômage inférieurs.



	mars-20	mars-21	évolution annuelle	
Wallonie	203 341	202 978	-363	-0,2%
Sarre	34 382	38 718	4 336	12,6%
Rhénanie Palatinat	102 628	122 614	19 986	19,5%
Lorraine	185 860	190 940	5 080	2,7%
Luxembourg	18 398	18 689	291	1,6%
Grande Région	544 609	573 939	29 330	5,4%